Agriculteurs français et développement international

CAPITALISATION

UNE DÉMARCHE INNOVANTE D'INCLUSION NUMÉRIQUE PORTEUSE D'AVENIR POUR LES JEUNES RURAUX DU MALI

Capitalisation menée dans le cadre du projet Jinov, « Innovations numériques et inclusion socio-professionnelle des jeunes ruraux maliens »
2019 - 2021.

Akvo.

CNOP Coordination Nationale des Organisations Paysannes

SOMMAIRE

4 Éditos

6 Introduction

8 Renforcer l'attractivité des métiers agricoles pour les jeunes ruraux

12 Une méthodologie interactive et progressive basée sur une implication forte des jeunes

14 Deux diagnostics initiaux, suivis de sensibilisations dans les villages

15 Un espace dédié, nommé « centre de ressources », dans deux cercles

16 Des animations par les médiateurs dans les villages, avec un équipement permettant l'accès à internet, pour toucher les jeunes ayant des contraintes de déplacement

16 Deux médiatrices et deux médiateurs pour accompagner l'inclusion numérique des jeunes

18 Un accompagnement des jeunes, individuel et collectif, construit avec eux, réalisé par les médiateurs et médiatrices

23 Une collaboration quotidienne avec les organisations paysannes, et particulièrement celles de jeunes ruraux.

24 La recherche de liens et d'échanges entre la CNOP et l'écosystème numérique malien

25 L'inscription de la démarche et des actions dans le respect des principes pour le développement numérique

27 Améliorations, changements et innovations induits par le projet

28 Résultats chiffrés

29 Des jeunes convaincus et mobilisés pour pérenniser les changements

38 La maitrise des dispositifs par les OP

39 Construire l'avenir des centres de ressources

40 Principaux enseignements du projet

41 Des partenariats de long terme

42 La visibilité des centres de ressources dans l'environnement

43 Bibliographie

44 Auteurs et contributeurs

ÉDITOS

Ibrahima Coulibaly

Président de la Coordination nationale des organisations paysannes du Mali (CNOP)

Depuis plusieurs années, la CNOP a la conviction qu'elle doit travailler pour donner un meilleur avenir aux jeunes ruraux du Mali.

Dans notre pays, 65 % de la population a moins de 25 ans ; et comme 70 % de la population vit en milieu rural, les jeunes paysans sont majoritaires. 180 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail, et il n'y a pas suffisamment d'emplois décents dans les villes pour satisfaire ces besoins. Ces jeunes ruraux deviennent des laissés pour compte, des oubliés du développement, les oubliés des investissements publics. C'est, selon nous, une des causes à la base de l'instabilité dans le Sahel aujourd'hui.

Nous avons vu venir ce péril depuis très longtemps, nous l'avons dit et martelé mais nous avons très peu été entendus.

Vous savez, on peut prendre tout à une personne mais pas ses rêves. Or, cette jeunesse rurale a des rêves ; elle veut un avenir meilleur, elle veut un devenir radieux.

Le développement est une question de vision et de responsabilité politique. Chacun a une responsabilité personnelle pour inverser la tendance d'exclusion des jeunes, pour éviter qu'ils ne se perdent dans les déserts et les océans en tentant de rejoindre l'Europe ou ne meurent dans les galeries, éblouis par le mirage de l'or.

C'est pour cela que la CNOP est engagée sur un chemin d'accompagnement de cette jeunesse, de coaching, de mûrissement de leurs projets, avec de faibles moyens, mais pour démontrer que ça peut fonctionner.

Le projet Jinov, qui a pour objet de favoriser plus d'inclusion de cette jeunesse dans leur parcours de développement est venu dans ce contexte, et naturellement avec Afdi, avec qui nous sommes en partenariat depuis déjà plusieurs décennies. Les jeunes femmes et jeunes hommes ruraux ont ainsi accès aux nouvelles technologies et les utilisent pour élaborer un projet, pour mieux participer à la dynamique de développement ; Ils se construisent non seulement socialement mais aussi politiquement et se construire économiquement.

En France, dans les 10 prochaines années, 50 % des agriculteurs partiront à la retraite. La transmission et le renouvellement des générations sont des questions préoccupantes. Comment motiver les jeunes à s'engager dans l'agriculture ? Comment les intéresser à une carrière complète dans un métier où on reste au même endroit, et où il faut investir du capital au démarrage ? Pour être agriculteur, il faut être passionné. Et les organisations paysannes ont la responsabilité d'inviter les jeunes à embrasser ce métier, si essentiel à la sécurité alimentaire.

La formation et l'accès à l'information jouent un rôle central dans l'attractivité du métier : aujourd'hui, 95 % des jeunes qui deviennent agriculteurs le restent grâce à une bonne formation et un bon accompagnement. Le numérique en particulier offre de belles opportunités : les agriculteurs sont connectés et utilisent différents outils. En France, on utilise notamment des outils pour mesurer la température des bâtiments d'élevage, de stockage, les prévisions météos, l'enregistrement de la comptabilité des exploitations... Mais les meilleurs concepteurs de ces outils sont aussi leurs utilisateurs et il est essentiel pour les agriculteurs et les organisations paysannes d'orienter la conception des outils numériques. Parce qu'ils en ont besoin et qu'ils savent comment ils vont s'en servir, certains agriculteurs ont conçu des outils numériques qui sont aujourd'hui parmi les meilleurs et qui comblent des vides. Comme au Mali, il reste en France des zones non couvertes par les réseaux, et c'est une bataille que mène JA auprès des pouvoirs publics. L'essor du numérique est aussi un facteur de développement des territoires.

Les réponses des jeunesses de France et d'Afrique aux enjeux communs que sont les changements climatiques, la formation et l'emploi des jeunes, le renouvellement des générations et l'installation en agriculture, le foncier, la préservation des ressources naturelles amènent des réflexions communes. Ce sont les jeunes agriculteurs d'aujourd'hui qui siégeront dans les représentations internationales de demain. Ils sont les prochains influenceurs des politiques. Aussi nous, jeunes agriculteurs devons travailler ensemble, échanger, partager nos enjeux respectifs, pour avancer ensemble sur les questions économiques, environnementales et répondre aux attentes de la société. C'est le sens de l'engagement de Jeunes Agriculteurs auprès des organisations paysannes d'Afrique au sein d'Afdi.

Basile Faucheux,
Vice-président
Jeunes Agriculteurs,
vice-président Afdi

INTRODUCTION

Ressource

Le Mali fait partie des pays les plus pauvres du monde. En 2020, son indice de développement humain (IDH) le classait **184ème sur 189 pays**[1]. La pression démographique et la pauvreté rurale accroissent les migrations et l'exode rural, en particulier des jeunes. La situation d'insécurité au nord du pays augmente les risques de menaces terroristes et la criminalité organisée.

Le pays est caractérisé par une population rurale à plus de 60 % et par une forte démographie qui entraîne l'arrivée de plus de 180 000 jeunes sur le marché du travail chaque année. Ces jeunes manquent, d'une part, de formation du fait des faibles performances du secteur éducatif malien particulièrement en zone rurale, et d'autre part, de débouchés en zone urbaine où seul le secteur informel peut les accueillir mais dans des conditions très précaires. Avec un taux d'analphabétisme élevé – 64,5 % des plus de 15 ans, dont 53,8 % pour les hommes et 74,3 % pour les femmes (Unesco, 2018) – , et une structure sociale réservant le pouvoir et l'autorité aux hommes âgés, les jeunes sont peu associés à la réflexion sur leur avenir et ont peu d'occasion de définir le champ des possibilités qui pourraient se présenter pour leur vie d'adulte ou d'identifier des opportunités.

Le secteur agricole malien, qui contribue à environ 40 % du PIB (CNUCED, 2017), est crucial pour réduire la pauvreté et assurer la sécurité alimentaire, il est le premier pourvoyeur d'emplois et de dynamisation des territoires ruraux. Dans l'ensemble du pays, l'insertion des jeunes dans le tissu rural et agricole est une alternative à développer.

95 % des femmes actives maliennes travaillent dans le secteur agricole, le commerce et les activités de transformation. 12 % des ménages ruraux sont dirigés par des femmes, par suite du départ de leurs époux vers les villes à la recherche d'un emploi. L'entreprenariat féminin reste très largement concentré dans le secteur informel. Lorsque les femmes ont la possibilité de développer leurs activités propres, elles s'engagent souvent dans des activités de maraîchage, de petit commerce, de poterie ou d'élevage et commerce de volailles, ovins / caprins. Leurs sources de revenus sont plus précaires que celles des hommes et elles sont plus vulnérables aux chocs, notamment aux sécheresses. En dépit de leur forte contribution aux activités agricoles, elles sont confrontées à des contraintes spécifiques. Le plus souvent, on ne leur reconnaît pas de droits fonciers et elles ont plus de difficultés que les hommes à accéder aux intrants, équipements agricoles et au crédit.

Accès à la téléphonie et au numérique

Les technologies numériques (aussi nommées TIC pour Technologies de l'Information et de la Communication) englobent les outils qui servent à collecter, stocker, analyser et partager l'information. Les outils et usages numériques affectent, parfois révolutionnent, tous les pans de l'activité humaine, prenant une place de plus en plus importante dans la vie privée, professionnelle, sociale, économique ou politique.

Dans les pays en développement, l'adoption du numérique passe essentiellement par le téléphone mobile, qui a connu une croissance sans équivalent, portée par la libéralisation du secteur, la demande non satisfaite par la téléphonie fixe, un marketing adapté et le coût décroissant des technologies.

Ressource

Le taux de couverture[2] de la téléphonie mobile au Mali est proche de 100 %, selon une enquête menée en 2015 auprès de 1 800 personnes à Bamako, dans sept chefs-lieux régionaux et trois agglomérations rurales.

Dans les zones rurales, 99 % de la population a accès à un téléphone portable, 89,7 % possède au moins un téléphone portable et 10,3 % possède un smartphone.

La vente de cartes prépayées démocratise l'accès à la téléphonie mobile, en modulant l'achat de crédits en fonction des besoins. Le retard des infrastructures publiques explique aussi son succès : il est plus aisé pour un paysan isolé d'acheter un téléphone que de disposer d'une ligne fixe ou de lire les journaux.

Le téléphone portable est peu utilisé au-delà des appels téléphoniques, par manque de connaissances techniques et d'alphabétisation et c'est en particulier le cas des femmes. Leur accès à la téléphonie, le contrôle qu'elle peuvent exercer et leur mode d'utilisation sont cependant mal connus.

Les smartphones gagnent du terrain, surtout parmi les habitants de Bamako, et sont généralement entre les mains des jeunes gens.

Internet reste un média marginal mais dans la capitale Bamako, un tiers des répondants sont connectés. Internet est le média de l'élite instruite, utilisé plus souvent par les hommes que par les femmes et principalement par la plus jeune génération. Dans les zones rurales, 8 % de la population a accès à un ordinateur et 13,7 % à une connexion Internet.

Des inégalités subsistent dans l'accessibilité au numérique, en termes de couverture réseau mais aussi de prix, d'alphabétisation, de disponibilité de contenus adaptés, etc. Cette marginalisation numérique touche plus les zones rurales que les villes, et davantage les femmes et les personnes les plus démunies.

Alors que le numérique est souvent cité comme une opportunité pour les jeunes ruraux africains, participant à l'attractivité des métiers agricoles, de nombreux obstacles à l'appropriation du numérique doivent être levés.

CHAPITRE 1

RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ DES MÉTIERS AGRICOLES POUR LES JEUNES RURAUX

Face à ce constat, l'ONG française Agriculteurs français et développement international (Afdi), la Coordination nationale des organisations paysannes du Mali (CNOP) et la Fondation Akvo, spécialiste de la gestion des données, ont décidé de relever le défi d'utiliser le numérique pour faciliter l'installation des jeunes ruraux. Elles ont alors conçu et mis en œuvre le projet Jinov « Innovations numériques et inclusion socio-professionnelle des jeunes ruraux maliens », cofinancé par l'Agence Française de Développement (AFD).

Pendant 3 ans, plusieurs innovations ont été testées auprès de différents publics :

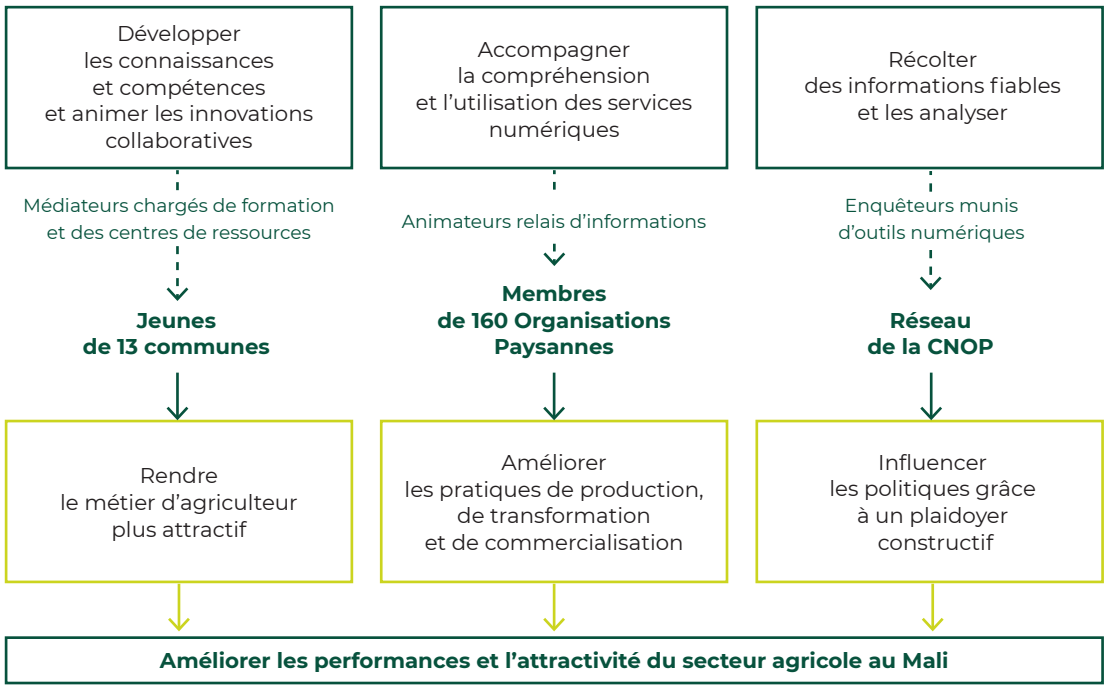
- les jeunes ruraux, femmes et hommes, avec un parcours d'accompagnement individuel et collectif ciblé sur l'inclusion numérique,
- les membres des groupements et coopératives, dans un contexte de faible présence de conseillers agricoles, où les applications sur téléphone mobile peuvent apporter des informations utiles – services de conseil, mise en relation commerciale, systèmes d'information sur les marchés.

Jinov en quelques mots

Le projet Jinov a été élaboré en réponse à une facilité d'innovation sectorielle de l'AFD intitulée « Accompagner les populations défavorisées vers les opportunités numériques ».

Afdi et ses partenaires ont proposé une action au Mali dans l'objectif de renforcer l'inclusion sociale, le développement économique, la transformation individuelle et collective des jeunes femmes et jeunes hommes ruraux en mobilisant le numérique.

Le projet est structuré en 3 axes complémentaires :



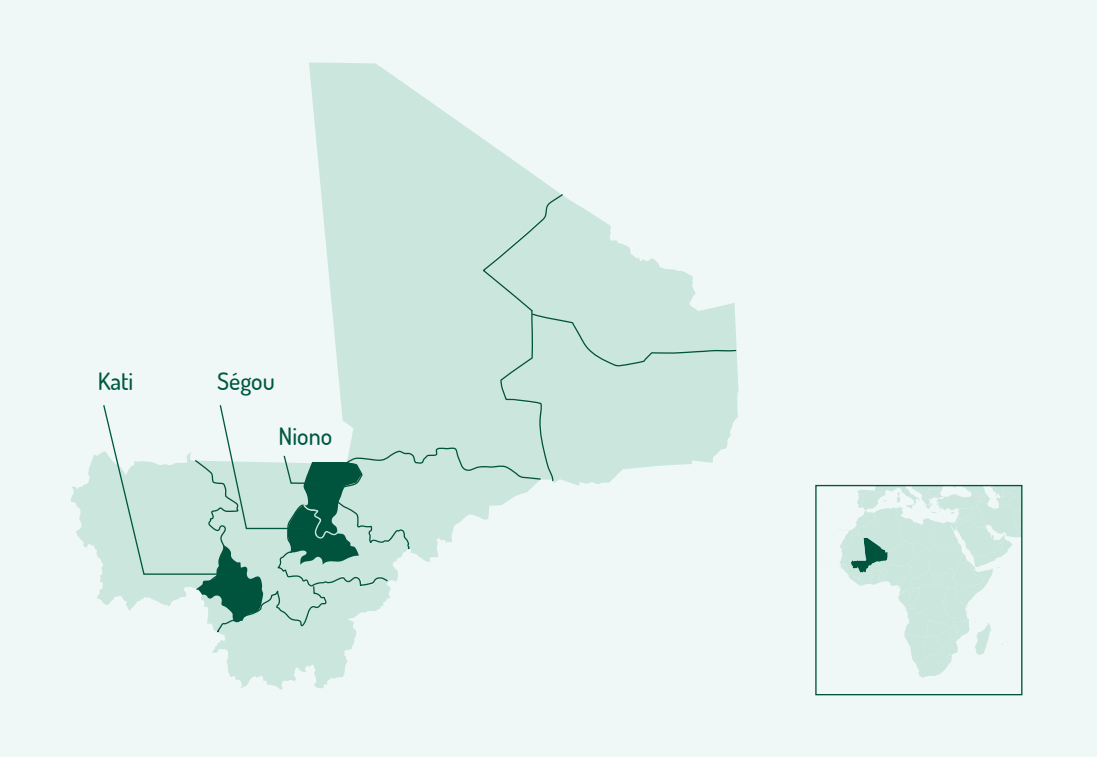
Parties prenantes / acteurs

Bénéficiaires :

- Les jeunes ruraux, femmes et hommes, des communes suivantes :
  - Cercle de Niono : Niono, Sirifla Boundy
  - Cercle de Ségou : Ségou, N'Gara, Cinzana, Konodimini, Pelenguana
  - Cercle de Kati : Kambila, Diago, Doubabougou, Dombila, Kati, Bosofala
- Les groupements et coopératives agricoles des régions de Koulikoro et Ségou

Structures /organisations partenaires :

- Afdi, partenaire de la CNOP et coordinateur du projet
- CNOP : coordination nationale des organisations paysannes du Mali, porteuse du projet Jinov avec 3 OP membres :
  - Sexagon : syndicat des exploitants agricoles de l'Office du Niger
  - CROJRS : Coordination régionale des organisations de jeunes ruraux de Ségou
  - CLOJRK : Coordination locale des organisations de jeunes ruraux de Kati
- Akvo, ONG spécialiste du développement de logiciels « *open source* » de collecte, traitement et partage de données.



Utiliser le numérique pour rompre l'isolement des jeunes, favoriser l'accès à l'information, développer de nouvelles formes d'échanges.

Pour les organisations paysannes maliennes, l'attractivité des métiers agricoles auprès des jeunes comprend plusieurs aspects :

- économique, car le jeune doit pouvoir vivre décemment de son travail,
- de sécurisation dans l'accès aux moyens de production (foncier et équipements), environnemental, afin de préserver et transmettre les ressources,
- social enfin, avec une insertion dans une vie associative locale dynamique.

La CNOP et la Fenajer – fédération nationale des jeunes ruraux – ont identifié des filières porteuses, bien insérées dans le territoire, à cycle court et répondant à une demande des marchés locaux (aviculture, pisciculture en bassins, transformation de produits agricoles et maraîchers). Les jeunes ruraux peuvent ainsi développer une première activité et investir progressivement dans son extension. Des outils digitaux couvrant de nombreux champs du développement agricole – informations, conseils, organisation de marchés – sont utilisables et peuvent être promus.

Le numérique peut aussi apporter des solutions à l'isolement géographique, à travers une utilisation accompagnée des réseaux sociaux. Il peut répondre au manque de conseil agricole de proximité et aider des jeunes ruraux qui n'ont pas bénéficié de formation initiale en agriculture, à travers des vidéos techniques notamment.

En améliorant l'image des métiers ruraux, le numérique, associé à des projets économiques porteurs, constitue un accélérateur de changement dans les exploitations familiales.

Agir pour une meilleure prise en compte des jeunes dans les politiques

Les paysans s'inquiètent du désintérêt croissant de nombre de jeunes ruraux pour l'agriculture, phénomène qui contribue à accélérer le mouvement d'exode vers les villes et à diminuer la main d'œuvre familiale, mais également pour la continuité de leurs exploitations. Or, si la population jeune est en forte croissance, son niveau d'instruction progresse, constituant ainsi un fort potentiel pour le développement économique et social. Les politiques définies en direction de la jeunesse ne sont pas toujours à la hauteur du défi.

La CNOP a commencé à approfondir l'analyse de l'évolution de la situation des jeunes au sein des exploitations familiales afin de produire une réflexion sur la façon de rendre plus attractives les exploitations familiales, de repérer les intégrations réussies et de les capitaliser. Elle peut ainsi engager un dialogue avec l'Etat malien pour une meilleure prise en compte des attentes des jeunes ruraux dans l'élaboration de politiques publiques.

CHAPITRE 2

UNE MÉTHODOLOGIE INTERACTIVE ET PROGRESSIVE BASÉE SUR UNE IMPLICATION FORTE DES JEUNES

- Deux diagnostics initiaux, suivis de sensibilisations dans les villages
- Un espace dédié, nommé « centre de ressources », dans deux cercles
- Des animations par les médiateurs dans les villages, avec un équipement permettant l'accès à internet, pour toucher les jeunes ayant des contraintes de déplacement
- Deux médiatrices et deux médiateurs pour accompagner l'inclusion numérique des jeunes
- Un accompagnement des jeunes, individuel et collectif, construit avec eux, réalisé par les médiateurs et médiatrices
- Une collaboration quotidienne avec les organisations paysannes, et particulièrement les celles de jeunes ruraux.
- La recherche de liens et d'échanges entre la CNOP et l'écosystème numérique malien
- L'inscription de la démarche et des actions dans le respect des principes pour le développement numérique

ZOOM

Les différentes étapes méthodologiques

Pour favoriser l'inclusion numérique des jeunes femmes et jeunes hommes ruraux, Afdi et la CNOP ont mis en place une approche qui combine plusieurs méthodes visant à construire un cadre institutionnel favorable, à mobiliser les ressources humaines compétentes et à favoriser les liens pluri-acteurs :

- Des diagnostics initiaux, suivis de sensibilisations dans les villages pour mieux connaître les attentes des jeunes ruraux et les informer, ainsi que leurs familles, sur la possibilité d'acquérir des connaissances grâce au numérique ;
- Un espace dédié, nommé « centre de ressources », et des animations par des médiateurs dans les villages, avec un équipement permettant l'accès à internet afin de sensibiliser les jeunes (femmes et hommes) à l'utilité du numérique pour le développement de leurs activités économiques ;
- Deux médiatrices et deux médiateurs, formés à l'alphabétisation numérique, à l'intégration du genre et à l'utilisation des services numériques, chargés pendant 3 ans de toutes les animations auprès des jeunes, dans les centres de ressources et dans les villages ;
- Un accompagnement des jeunes, individuel et collectif, réalisé par les médiateurs et médiatrices pour renforcer les connaissances acquises pendant les animations dans les centres de ressources et dans les villages et les mettre en pratique ;
- Une collaboration quotidienne avec les organisations paysannes, et particulièrement les organisations de jeunes ruraux pour les amener à s'approprier le numérique comme opportunité de renforcement des activités économiques de leurs membres ;
- La recherche de liens et d'échanges entre la CNOP et l'écosystème numérique malien : incubateurs, start-up / entrepreneurs, financeurs ;
- L'inscription de la démarche et des actions dans le respect des principes pour le développement numérique, neuf orientations conçues pour aider à l'intégration de meilleures pratiques, actualisées et affinées par une communauté d'acteurs.

Deux diagnostics initiaux, suivis de sensibilisations dans les villages

En début de projet, la CNOP a proposé deux cercles (collectivités territoriales regroupant plusieurs communes) réunissant des opportunités économiques agricoles et une dynamique d'organisation paysanne solide : les cercles de Kati et de Niono ; pour des raisons de dégradation des conditions sécuritaires, le centre de ressources a été transféré à Ségou, mais des actions ont perduré à Niono. Une première phase de diagnostic a été menée par Afdi avec l'appui de responsables d'OP dans les deux cercles proposés. Elle a permis de cibler dans chaque zone l'organisation paysanne locale qui abritera le centre de ressources et d'identifier les communes dans lesquelles des sensibilisations seront prévues, en fonction de leur proximité avec le siège de l'OP et de l'existence d'une connexion internet.

Un second diagnostic, plus affiné, mené par les médiateurs, a traité de questions spécifiques aux jeunes femmes et jeunes hommes :

- Leur position socio-économique, leur niveau d'alphabétisation, leurs activités, leur temps de travail / disponibilité, le contrôle qu'ils ont sur les ressources liées à leur travail, leur pouvoir de décisions, leur capacité à se déplacer au chef de-lieu de cercle, etc.
- Un premier aperçu de leurs activités agricoles et para-agricoles et des problèmes et défis rencontrés dans leur mise en œuvre, y compris l'accès aux ressources, aux intrants, à la mise en marché… En fonction de leur statut dans l'exploitation familiale, une catégorisation/typologie a été définie :
  - Jeune actif dans la famille : travaille sous la responsabilité d'un chef d'exploitation au sein de l'exploitation familiale, avec souvent une autonomie dans la gestion d'une activité agricole (un champ ou un petit élevage) ;
  - Jeune chef d'exploitation : a la responsabilité de la gestion de l'exploitation familiale ;
  - Jeune entrepreneur : gère de façon autonome son exploitation personnelle.
- Leur niveau de maîtrise et d'utilisation de la téléphonie (accès libre ou conditionné, appels vocaux, sms…), leur connaissance éventuelle des applications numériques accessibles au Mali ;
- Les solutions communes qu'ils souhaitent mettre en œuvre pour améliorer leur revenu, et spécifiquement leur place et la plus-value de leurs produits dans les filières agricoles.

Pour chacun de ces points, les questionnaires et l'analyse ont différencié les réponses des femmes et celles des hommes.

Les sensibilisations, menées par les médiatrices et médiateurs des deux cercles, avaient pour but d'identifier des groupes de jeunes femmes et jeunes hommes prêts à s'engager dans les activités proposées par le projet.

Ils ont rencontré les responsables de village, les chefs de famille ou d'exploitation et vérifié le degré d'autonomie qu'ils étaient prêts à accorder aux jeunes. Un des critères pris en compte a été la volonté de la famille de donner un espace de liberté au jeune, à la fois au niveau social (participation à des animations dans un groupe de jeunes) mais aussi professionnel (développement d'une activité agricole ou

para-agricole pour laquelle il pourra expérimenter ses choix).

Ces séances d'information et de sensibilisation ont été répétées chaque année du projet, en insérant de nouveaux villages du cercle ; une fois les premiers groupes plus autonomes dans leur utilisation du numérique, les médiatrices et médiateurs pouvaient se concentrer sur l'inclusion de groupes de jeunes issus d'autres villages et utiliser leur évaluation des acquis d'une année pour adapter les animations de l'année suivante.

À chacune de ces étapes, les responsables d'organisations paysannes de la zone, délégués par la CNOP, ont joué un rôle important de présentation et d'intermédiation.

Un espace dédié, nommé « centre de ressources », dans deux cercles

Dès le départ le Centre de Ressources a été réfléchi comme une structure légère et à la portée de nombreuses organisations paysannes :

- Le centre de ressources est avant tout un lieu d'accueil des jeunes ;
- Il est installé dans une pièce pouvant accueillir une vingtaine de personnes, dans les locaux d'une organisation paysanne ;
- Le centre est équipé de 2 ordinateurs de bureau, 2 ordinateurs portables, 20 chaises, 2 tables de bureau, 2 tables simples, 1 vidéo projecteur, 1 imprimante multifonctions, 1 connexion internet (modem), 1 téléviseur et un tableau mural blanc. Les ordinateurs portables ont été donnés par une OPA française qui renouvelait son parc informatique. Les équipements du centre de ressources sont propriété de l'OP en fin de projet ;
- Deux médiateurs (un homme et une femme) ont été recrutés pour l'animation et la gestion de chacun des deux centres de ressources. Ils sont techniciens agricoles et ont une expérience avérée dans l'animation en milieu rural. Leur formation pour l'accompagnement vers l'inclusion numérique a fait l'objet d'une grande attention.

Dans le centre de ressources, les jeunes ruraux intéressés par la découverte des services numériques sont accueillis et bénéficient d'un accompagnement vers l'alphabétisation / la littératie numérique. Les médiateurs réalisent cet accueil ainsi qu'un diagnostic numérique de chaque jeune, pour adapter en conséquence leur posture d'accompagnement et leur pédagogie.

Ils animent de façon régulière des séances d'informations sur les filières porteuses, la diversification des productions, la gestion des ressources naturelles, l'adaptation au changement climatique, et plus largement la participation à la vie citoyenne.

En accord avec l'organisation paysanne porteuse du centre de ressources, un mode de fonctionnement a été instauré. Les médiatrices et médiateurs sont présents au centre deux jours par semaine pour accueillir les jeunes et les accompagner dans leurs recherches, en général le jour de marché hebdomadaire, et réservent deux autres jours pour les animations dans les villages ou des visites aux jeunes dans leurs exploitations. Le dernier jour est consacré à des sessions avec des personnes ressources ou à leur travail administratif.

Des animations par les médiateurs dans les villages, avec un équipement permettant l'accès à internet, pour toucher les jeunes ayant des contraintes de déplacement

Certains jeunes, notamment les jeunes filles, ne peuvent pas se déplacer aisément vers les centres de ressources, pour des raisons sociales, culturelles, sécuritaires ou par manque de transport.

Chaque médiateur dispose d'un smartphone, d'une box mobile, d'un kit solaire de chargement, d'un forfait téléphonique mensuel et d'une moto à usage professionnel.

Ce dispositif propose des solutions régulières d'accès à internet pour des jeunes villageois, mais ne permet pas de maintenir un environnement numérique dans la durée.

Pour pallier cette situation, deux services sont mis en place :

- Les jeunes constituent des groupes dans les villages, et ceux qui sont connectés partagent des informations avec leurs collègues ;
- Les animations dans les villages portent sur la présentation des différents services numériques existant au Mali et accessibles sur des téléphones « simples », par des messages vocaux ou écrits (sms). Ils proposent des informations agricoles sur les marchés, la météo, la situation des pâturages, des services d'accès aux intrants, aux assurances, etc. ou répondent à des questions plus générales sur la santé, l'éducation, les actualités… (voir ci-dessous « sites et applications appréciés des jeunes »).

Deux médiatrices et deux médiateurs pour accompagner l'inclusion numérique des jeunes

Par cercle, un binôme composé d'un homme et une femme, formés deux fois par an à l'alphabétisation numérique, à l'intégration du genre et à l'utilisation des services numériques, a été chargé, pendant 3 ans, de l'ensemble des animations auprès des jeunes

La décision d'Afdi et de la CNOP de diffuser les services numériques auprès de tous les jeunes ruraux intéressés supposait de construire des parcours d'inclusion numérique personnalisés, de mettre à leur disposition les informations attendues, de valoriser leur esprit critique vis-à vis de certaines offres et, si possible, d'engager un dialogue avec les fournisseurs pour que les services répondent mieux aux attentes des jeunes.

Pour y parvenir, la qualité de la « médiation numérique » a constitué un enjeu clé de l'efficacité des actions alors que les compétences nécessaires n'étaient pas disponibles au démarrage du projet.

Une formation intensive en début de projet, un processus de formation continue, l'appel à de personnes ressources sollicitées sur des thèmes techniques, la mise en réseau des médiateurs et des missions d'appui Afdi ont contribué à améliorer de façon notable les capacités des médiatrices et médiateurs.

ZOOM

Des médiateurs formés, aidants indispensables dans le parcours d'inclusion numérique

Dans les six mois suivant leur prise de fonction, les médiateurs ont bénéficié de trois sessions de formation :

- La première (juillet 2019, par Jokkolabs Mali, incubateur et laboratoire numérique) sur la prise en main des outils informatiques et leur utilisation, à travers 4 modules : (i) internet et outils de traitement de données, (ii) production de contenu et veille numérique, (iii) communication numérique, (iv) sécurité et hygiène numérique. Les médiateurs ont ainsi acquis des connaissances sur les moteurs de recherche, savent identifier la qualité des informations et utiliser les réseaux sociaux les plus connus.
- La seconde (en août, par Emmaüs Connect, association française dont la mission est de permettre aux personnes en situation de précarité sociale et numérique d'accéder aux outils en ligne) leur a permis de progresser sur quatre axes : communiquer sur Jinov et son intérêt, être capables de diagnostiquer les problématiques d'accès et d'usages, liées au numérique, des jeunes paysannes et paysans (illettrés, lettrés manquant de compétences numériques, ou lettrés avec des compétences numériques), adapter leur posture d'accompagnement et leur pédagogie aux différents groupes pour les accompagner vers l'autonomie numérique et enfin mettre en place des ateliers d'accompagnement et de travail collaboratif pour maintenir une dynamique d'échange.
- La troisième portait spécifiquement sur l'intégration du genre dans les actions et a approfondi plusieurs thèmes pratiques : concevoir des actions de sensibilisation pour questionner les stéréotypes de genre, faciliter les discussions de groupe sur les inégalités de genre, sélectionner les formes d'*empowerment* pérennisables dans le contexte du projet.

L'année suivante, pour poursuivre l'accompagnement des jeunes, les médiateurs ont bénéficié d'une formation sur la formulation d'idée d'entreprise et sur l'élaboration de plans d'affaires, animée par un consultant malien.

En parallèle, ils ont participé à deux sessions de formation, avec les animateurs relais, paysans de la CNOP, portant sur la découverte et l'utilisation des applications utiles à l'agriculture et disponibles sur un téléphone mobile.

Deux cadres salariés de la CNOP et un salarié Afdi Mali ont suivi toutes les formations, leur permettant ainsi d'être en dialogue avec les médiateurs et de participer à la recherche d'améliorations.

Pour maintenir le lien entre tous les acteurs de Jinov, un site en ligne, conçu spécialement par Akvo, affichait en temps réel les activités du projet et créait une émulation entre les animateurs.

Plus d'informations : **https://rsr.akvo.org/en/project/7868/**

Un accompagnement des jeunes, individuel et collectif, construit avec eux, réalisé par les médiateurs et médiatrices

L'accueil des jeunes femmes et jeunes hommes au centre de ressources répond à un parcours d'inclusion numérique individuel. Les deux premières phases sont standardisées et les médiateurs utilisent des outils de diagnostic et de littératie numérique créés par Emmaüs Connect, adaptés au Mali et transmis par un de ses formateurs. La 3ème phase, ciblée sur les échanges de groupes, est définie par les jeunes. Les actions visent à favoriser leur autonomie et leur créativité.

La première phase d'animation

Elle concerne des activités visant l'acquisition de compétences de base et la prise en main des principaux sites web et applications utiles aux jeunes ; les médiateurs, formés aux méthodes de transmission des connaissances, aident les jeunes à faire leurs propres recherches, à trier et assimiler l'information.

ZOOM

Quelques méthodes et outils vers la littératie numérique

Diagnostic complet de la précarité numérique

Les étapes clés d'un diagnostic complet comprennent :

- un entretien, au cours duquel le médiateur cherche à comprendre la situation de la personne en difficulté numérique, et les raisons pour lesquelles celle-ci a besoin d'être accompagnée, en développant une écoute bienveillante. Il s'agit ici de se centrer exclusivement sur l'usager, ses ressentis ;
- l'observation et l'analyse objective : le médiateur a besoin d'observer la personne en action. Une simulation, développée par Les Bons Clics, permet d'estimer le niveau de compétences numériques.

+ Plus d'informations : https://www.lesbonsclics.fr/fr/evaluer-niveau-numerique

Les dimensions d'un diagnostic numérique complet sont basées sur l'analyse :

- des usages d'internet,
- de l'accès à l'équipement connecté,
- de la motivation,
- des compétences numériques.

À l'issue du diagnostic, **différentes solutions** peuvent être proposées : l'assistance numérique, la formation aux compétences numériques, le coup de pouce sur un service en ligne...

Accompagnement individuel adapté au niveau d'autonomie numérique de chaque jeune

- Faire pour les personnes **exclues du numérique ou illettrées**, qui ne savent pas ou ne peuvent pas utiliser ordinateur ou smartphone
- Faire avec les personnes **éloignées du numérique**, en capacité d'apprendre à se servir d'internet
- Laisser faire les personnes **proches de l'autonomie numérique**, qui ont besoin d'être rassurées, d'avoir une démonstration...

Utiliser / prendre en main les outils

- Découvrir l'ordinateur, utiliser le clavier, la souris
- Se repérer sur le bureau de l'ordinateur (écran d'accueil)

Comprendre / utiliser à bon escient l'information disponible

- Faire une recherche sur internet, naviguer sur internet
- Evaluer la fiabilité de l'information
- Comprendre et appliquer les règles de sécurité en ligne

Créer / produire du contenu et communiquer à travers les médias numériques

- Ecrire des sms, créer une boîte mail
- Utiliser les médias sociaux (Facebook, WhatsApp...)
- Modérer les échanges sur les réseaux sociaux

La seconde phase

La seconde phase est axée sur une utilisation professionnelle des outils, pour répondre à des questions techniques que se posent les jeunes ruraux dans l'exercice de leur métier, pour acquérir des connaissances et rechercher des conseils, utiliser les informations pour affiner leurs projets professionnels. Pour cela les jeunes sont initiés :

- aux techniques de recherche sur les sites et applications traitant de l'agriculture : un catalogue mis à jour par les médiateurs recense les sites et applications les plus fiables et appréciés ;
- aux activités entrepreneuriales (élaboration de plans d'affaires, recherche de financements, etc.).

ZOOM

Des sites et applications parmi les plus appréciés par les jeunes ruraux

La fiabilité des informations est vérifiée avant leur diffusion et l'utilisation par les jeunes

Sites internet

- Pour les vidéos et les fiches techniques : Accessagriculture, agribusinesstv, senagriculture, agripreneurs, Duddal, CNABio
- Pour les informations sur les marchés, les prix des produits : SIMagri

Communautés d'échanges de pratiques

- Médias Sociaux, Applis et Smartphones pour d'Autres Développements ainsi que Consommer local en Afrique, modérés par le GRAD
- Bi-MUSSO, Benin fruits et fleurs, Fierté des agronomes, Agronomie du monde...

Applications sur smartphone

- Mesure des parcelles : FAM
- Aide à la décision au champ : RiceAdvice
- Diagnostic des maladies et parasites des plantes : Plantix, Agrio – agriculture intelligente, Plantvillage Nuru
- Météo quotidienne : Daily Weather

Applications sur téléphone 2G (sms, messages vocaux...)

- Via Orange Mali – Infos sur les prix des produits agricoles : Sénékela ; prévisions météo : Sandji
- Large gamme thématique et radio Tamani : Kunafoniw (Viamo)
- Assurance agricole : Oko
- Accès aux intrants : MyAgro

+ Liste complète disponible auprès d'Afdi

La troisième phase

La troisième phase vise à améliorer les compétences nécessaires à l'utilisation de ces technologies.

Sans familiarisation aux outils et sans guide, les jeunes ruraux risquent de rencontrer des difficultés à gérer les interactions sociales des communautés en ligne ou à reconnaître les informations douteuses ou peu fiables. Certains d'entre eux ont besoin d'accompagnement pour transformer les informations collectées sur le net en actions d'amélioration sur leur exploitation. Un panel d'activités collectives est proposé.

La définition des modes de fonctionnement des groupes de jeunes par eux-mêmes

Ce champ d'animation concerne des services divers, d'usage et accès diversifiés :

Les médiateurs proposent aux jeunes ruraux de s'inscrire à des réseaux sociaux, d'utiliser des jeux de simulation, d'organiser des débats en ligne et en présentiel... Les réunions d'échanges en groupes, avec un partage des informations récoltées, permettent notamment de lever les contraintes des personnes peu ou pas alphabétisées. La création de vidéos s'inscrit dans ce cadre de partage d'expériences accessibles à tous, quel que soit leur niveau d'alphabétisation. Les jeunes mettent en pratique sur leur exploitation les nouvelles techniques visualisées sur Internet et se filment pour attester des changements perçus, témoigner des difficultés rencontrées, solliciter l'expertise des membres du groupe pour la résolution du problème...

Les médiateurs, présents lors de ces activités, sont modérateurs des groupes en ligne créés par les jeunes.

En fonction des demandes, les médiateurs mobilisent des acteurs et personnes ressources du territoire pour animer des échanges sur des sujets proposés par les jeunes : Pourquoi s'engager dans une organisation paysanne ? Quels sont mes droits et devoirs en tant que citoyen ? Et sur des thèmes agricoles : maitriser les techniques agricoles, mieux vendre ses produits, gagner en valeur ajoutée par la transformation...

Des visites d'échanges sont organisées pour découvrir des pratiques culturales durables, partager des expériences et favoriser la mise en relation des jeunes de différentes localités. Au-delà des présentations de leurs itinéraires techniques, les jeunes échangent sur leurs expériences professionnelles, s'encouragent à développer des projets d'entreprenariat agricole : pisciculture, aviculture, maraîchage notamment.

Les médiateurs assurent un suivi des jeunes dans leurs exploitations pour aider à la mise en pratique des techniques et conseils relevés au centre de ressources. Ils sont régulièrement invités par les jeunes qui désirent un suivi de leurs activités agricoles au champ et partager leurs réussites.

Pour aller plus loin, les jeunes ruraux qui le souhaitent sont accompagnés dans la définition de plans d'affaires

L'objectif de la CNOP est d'aider les jeunes, femmes et hommes, à mieux définir leur projet professionnel individuel, acquérir des connaissances et rechercher des conseils pour le mettre en œuvre, gagner en autonomie et obtenir un revenu décent.

Les médiateurs font un premier travail d'identification de projets avec les jeunes, puis les mettent en lien avec des projets d'appui à l'insertion professionnelle des jeunes ruraux, qui peuvent compléter les formations techniques et favoriser l'accès aux financements, aux intrants, équipements, etc.

ZOOM

Focus sur l'approche spécifique de prise en compte du genre à chaque étape du parcours :

- Des sensibilisations auprès des chefs de village et/ou de famille pour favoriser la participation des jeunes femmes aux actions : sont abordés les avantages des services numériques pour l'accès aux informations, l'intérêt de créer des groupes de jeunes actifs dans la vie communautaire et les effets des connaissances acquises pour développer des actions économiques...
- Des animations dans les villages, et pas seulement dans les centres de ressources, pour assurer une plus grande participation des jeunes femmes
- L'identification des groupements de femmes dans les villages pour bénéficier de leur habitude de collaborer et d'initier ensemble des actions
- La prise en charge des frais de transport des jeunes femmes qui souhaitent se rendre dans les centres de ressources
- Le respect d'un quota de jeunes femmes (5 au minimum) dans toutes les activités organisées par les médiatrices et médiateurs, dans les centres de ressources ou lors des visites d'échanges
- Des initiatives locales ont émergé : dans un des centres, des jeunes hommes ont mis en place un système de cotisation afin d'acheter des smartphones destinés aux jeunes femmes, pour leur permettre de s'impliquer dans les groupes d'échanges de type WhatsApp. Quand c'est possible, l'animation des groupes et des débats en ligne est confiée aux jeunes femmes.

Une collaboration quotidienne avec les organisations paysannes, et particulièrement celles de jeunes ruraux.

En s'appuyant sur le maillage territorial des organisations paysannes, l'innovation a pour objectif d'apporter au plus près des jeunes ruraux maliens, femmes et hommes, des services numériques accessibles par téléphone et via des ordinateurs, ainsi que les clés pour en faire un outil de développement.

Les pratiques de partage et de collaboration entre paysans sont très vivantes au Mali. Malgré la faiblesse actuelle des services de conseil étatiques, les modes d'échanges et de diffusion de l'innovation sont promus par les organisations paysannes et intègrent aisément les méthodes du numérique : expérimentation, partage des données, réseaux collaboratifs.

Le projet a été conçu et mis en œuvre avec la CNOP, organisation paysanne nationale forte, ancrée dans les territoires, consciente de la nécessité de donner un avenir aux jeunes ruraux.

Dès le début du projet :

- Les centres de ressources ont été installés au sein de deux organisations paysannes représentant les jeunes ruraux, les coordinations régionales des organisations de jeunes ruraux de Koulikoro et Ségou (CROJRK et CROJRS) ;
- Les responsables de chaque OP ont nommé un référent, en lien régulier avec les médiatrices et médiateurs, qui peut également assurer l'accueil des jeunes au centre ;
- Des jeunes ruraux ont été identifiés pour apporter un appui à leurs collègues moins à l'aise avec le numérique ;
- Les responsables de chaque CROJR ont participé à des animations dans les centres de ressources pour informer les jeunes des missions de leur OP.

La pérennisation des centres de ressources au sein des OP est ainsi recherchée.

Au niveau national, la CNOP développe plusieurs services d'appui aux jeunes ruraux (accès au financement, insertion dans les filières à cycle court, formations de responsables) et favorise les liens entre les différentes actions.

Elle a créé des liens avec l'écosystème numérique local, pour assurer l'enrichissement continu des services proposés aux jeunes ruraux.

En parallèle, dans le cadre de Jinov, la CNOP anime un dispositif d'enquêteurs paysans, qui suivent et collectent des données auprès de 450 jeunes ruraux (dont 270 jeunes femmes). L'analyse de ces données complète ses connaissances et lui permet d'affiner son plaidoyer en faveur de l'insertion des jeunes dans les métiers de l'agriculture.

La recherche de liens et d'échanges entre la CNOP et l'écosystème numérique malien

La CNOP souhaitait, à travers ce projet, identifier les services numériques créés au Mali ou dans la sous-région, pour les diffuser auprès de ses membres, mais aussi pour animer des échanges entre concepteurs et utilisateurs, et initier ainsi des processus collaboratifs d'adaptation des services aux besoins des agriculteurs.

ZOOM

L'écosystème numérique au Mali

L'écosystème numérique malien est en pleine transformation. Le pays s'est doté d'une stratégie basée sur 3 piliers : i) le renforcement des infrastructures, ii) la réduction de la fracture numérique en mettant à la disposition des populations des centres d'accès universel, iii) le soutien à l'entreprenariat numérique, à travers un centre d'incubation et de développement d'entreprises innovantes « Toubanisso ». Seul ce dernier pilier se concrétise en 2021.

Dans le domaine agricole et rural, plusieurs incubateurs d'entreprises très actifs, Donilab, MAIH-Teteliso, Jokkolabs, ont favorisé le développement de start-up qui proposent des services / solutions numériques pour les ruraux. Si leur modèle économique reste encore fragile, le potentiel d'innovations est important.

Des plateformes de e-commerce, de vente de produits et de mise en relation des offreurs – acheteurs (Bi Musso, MyAgro), des services d'information sur les marchés (SIMagri, Sénékéla), sur le climat (Sandji), des services d'assurance (Oko) ou de conseil (Kunafoniw, Garbal - informations d'aide à la décision pour la mobilité des éleveurs pasteurs) portés par des organisations, maliennes ou ayant un bureau au Mali, (ONG, entreprises) se sont développées.

Des entreprises de jeunes maliens telles Tuwindi ou Expert'labs cherchent à développer les utilisations du numérique dans l'économie et favorisent la mise en réseau des acteurs. Les responsables de l'entreprise Lenali ont développé la solution AgriBox, basée sur un boîtier décodeur TV qui amène les services numériques, vocalement et en langues locales, directement sur un téléviseur et ont créé le premier réseau social malien totalement vocal et en langues locales « Lenali ».

En octobre 2020 et décembre 2021, à l'initiative d'AgriProFocus devenu AgriVision Sahel, une foire numérique a rassemblé, pendant 3 jours à Koulikoro, start-up et incubateurs d'entreprises.

Pour favoriser ces liens, Afdi et la CNOP ont privilégié le choix de prestataires issus d'incubateurs ou d'entreprises de services pour assurer les sessions de formation : JokkoLabs, Afrique verte, Lenali. Elles ont participé activement aux foires et facilité la mise en relation de jeunes avec des offreurs de services.

Les organisations paysannes et les médiateurs ont fait un suivi de la satisfaction des jeunes et plus largement des paysans utilisateurs des applications créées pour le Mali. Les avis exprimés ont été diffusés à certains des concepteurs lors des foires sur le numérique. Dans le délai du projet, le dialogue entre offreurs et utilisateurs, envisagé pour mieux répondre aux besoins des paysans, n'a cependant pas été initié.

L'inscription de la démarche et des actions dans le respect des principes pour le développement numérique

1. Concevoir avec l'utilisateur

La conception de services numériques n'était pas prévue dans Jinov. La méthode d'action se base sur la participation des paysans/nes et leur capacité à exprimer leurs attentes pour améliorer le contenu et la présentation des services, avec un ciblage sur les personnes les plus vulnérables, femmes, jeunes hommes, jeunes femmes.

2. Comprendre l'écosystème existant

La CNOP et Afdi sont en lien avec les acteurs du numérique au Mali. Des contacts avec les partenaires financiers sont entretenus pour créer des synergies avec d'autres projets, principalement : Enabel, Luxdev, le projet Centre d'Innovation Verte de la GIZ, le programme AGEFAU de la direction nationale de la communication et du numérique, Orange Mali, etc.

3. Concevoir à l'échelle

Le projet est basé sur un partenariat avec la CNOP, organisation nationale disposant d'une forte légitimité. Le travail auprès des jeunes paysannes et paysans a été testé sur deux cercles pour envisager des ajustements et adaptations avant de diffuser dans d'autres cercles et régions tout ou partie de l'innovation. Du matériel pédagogique et de capitalisation a été élaboré.

4. Construire pour la durabilité

Les actions sont ancrées dans le dispositif existant de la CNOP. Le projet a déployé des dépenses mesurées et adaptées aux pratiques et à la durabilité d'une organisation paysanne :

- les médiateurs et médiatrices ont formé des jeunes qui peuvent prendre la relève de l'animation des centres de ressources ;
- des animateurs relais, paysans membres des OP, sont capables de faire des animations dans les groupements et coopératives sur les applications SMS disponibles au Mali.

5. Se baser sur les données

Les données issues du suivi du projet ont été collectées en temps réel et diffusées sur un site dédié, proposé par le partenaire Akvo.

6. Utiliser des données, des normes, des sources, des innovations ouvertes

Akvo publie sous *open source*, *open content* et *open data*. Tout le code Akvo RSR est *open source* sur Github (voir **https://github.com/akvo/akvo-rsr**). Lorsqu'une fonctionnalité est développée au profit de RSR, elle devient disponible pour tous les partenaires.

7. Réutiliser et améliorer

La démarche d'inclusion numérique des jeunes ruraux maliens a été construite avec eux, améliorée par l'ajout de nouveaux groupes chaque année et capitalisée pour servir aux OP du pays, voire d'autres pays.

8. Prendre en compte confidentialité et sécurité

Akvo prend en charge tout le stockage des données sur Google App Engine (GAE) et Amazon. GAE et Amazon sont des services en nuage hautement disponibles avec de solides garanties en matière de sécurité des données. Les serveurs GAE sont situés aux USA. Le magasin de données Amazon est situé en Europe. La base de données RSR est hébergée aux Pays-Bas, alimentée par CloudVPS (voir **https://www.cloudvps.com/**). En outre, les données sont sauvegardées dans l'infrastructure précitée, ainsi que sur les serveurs hors site situés en Allemagne (via Hetzner, voir **https://www.hetzner.de/**).

9. Collaborer

L'ensemble des capitalisations, démarches de formation et d'apprentissage élaborées en cours de projet sont diffusées. La volonté des partenaires est de pérenniser les actions initiées, pour partie à travers un dialogue avec les acteurs du numérique, la recherche, les organismes de conseil.

CHAPITRE 3

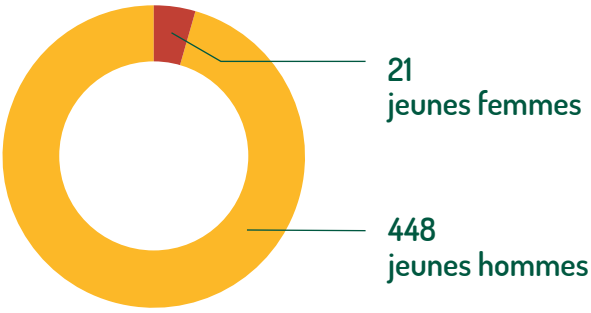
AMÉLIORATIONS, CHANGEMENTS ET INNOVATIONS INDUITS PAR LE PROJET

- Résultats chiffrés
- Des jeunes convaincus et mobilisés pour pérenniser les changements
- La maîtrise des dispositifs par les OP

Résultats chiffrés

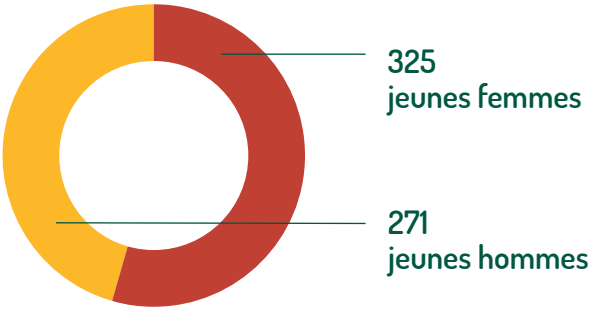
469

jeunes inscrits dans les centres de ressources



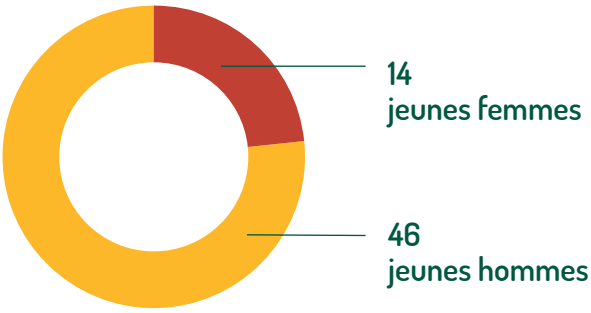
596

jeunes participant à des animations dans les villages



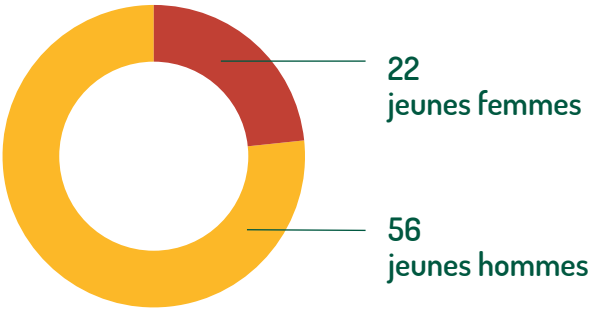
60

jeunes accompagnés dans l'élaboration d'un plan d'affaires



78

jeunes suivis dans leurs exploitations



Des jeunes convaincus et mobilisés pour pérenniser les changements

Un suivi des jeunes par les médiateurs a révélé leur très faible connexion à l'environnement professionnel : la plupart découvre les organisations paysannes à travers les sensibilisations proposées par le projet et leur venue au centre de ressources hébergé par une OP. Quand ils ne sont pas chefs d'exploitation, leur contact avec des conseillers agricoles ou vulgarisateurs reste très faible voire nul.

Dans ce contexte, ils ont montré une grande capacité d'appropriation des informations collectées à travers des vidéos et des fiches techniques et de mise en pratique dans leurs activités agricoles.

Le témoignage des jeunes accompagnés à travers le projet Jinov met en évidence un axe principal d'utilisation des services numériques : l'accès à l'information pour **améliorer les pratiques agricoles**. Certains jeunes expliquent que l'amélioration de la production constitue une première étape avant de valoriser leurs produits par la transformation et/ou la commercialisation. Quelques-uns ont déjà compris l'usage des **plateformes de e-commerce** et s'y sont inscrits.

Certains services numériques, tels les prévisions météo, les informations sur les marchés, ou les appuis à l'élaboration de plans d'affaires, les aident à **orienter leurs décisions**.

Enfin, le numérique demeure un facteur d'**attractivité du métier agricole** pour les jeunes, par sa modernité, par la mise en valeur, au travers de vidéos, de nombreux exemples de réussites de jeunes ruraux, et par les échanges qu'il permet entre jeunes : les réseaux sociaux et messageries instantanées les sortent de l'isolement et favorisent leur motivation.

L'accès à l'information pour améliorer les pratiques agricoles

Le parcours de Moussa Sogoba, jeune agriculteur à Niono

Au cours d'une des animations au centre de ressources, Moussa Sogoba, membre de la coopérative Yelencoura de Koyan dans le cercle de Niono, a découvert l'existence d'une vidéo sur Agribusiness TV réalisée au Sénégal sur la patate douce. La vidéo, intitulée « **Parcours d'un champion de la patate douce au Sénégal** », présente un jeune diplômé qui décide de retourner au village et, avec le soutien d'un aîné, d'investir dans un champ de patate douce, avec un vrai succès social et économique. Moussa Sogoba décide alors de s'engager plus fortement dans sa production de patate douce.

Durant les 12 semaines de culture, Moussa a continué à fréquenter le centre de ressources afin de se documenter sur la production de la patate douce.

Avec l'appui des médiateurs, il a téléchargé et comparé des fiches techniques rassemblées par le CGIAR (sites **cgspace.cgiar.org**, AReS, Agridata / smartagriculture) et regardé des vidéos.

Il s'est abonné à un service téléphonique d'information sur les marchés pour obtenir les prix d'achat/vente de la patate douce en temps réel et par localité (Sènèkèla d'Orange-Mali).

Résultats / Effets

Grâce à son engagement et aux informations collectées sur la production de patate douce, Moussa Sogoba a :

- amélioré le rendement de sa production de 15 t/ha à 26 t/ha ;
- augmenté le bénéfice tiré de la vente de sa récolte, gagnant un supplément de 635 000 FCFA en une campagne.

Il sait maintenant, avec l'appui-conseil des médiateurs, formuler une recherche sur internet, sélectionner les documents qui lui sont utiles et mettre en pratique les recommandations.

Difficultés rencontrées

Moussa Sogoba ne maitrise pas bien la langue française et continue donc à dépendre de la disponibilité des médiateurs pour bien comprendre les vidéos.

Le faible débit de la connexion dans son village et son coût élevé l'obligent à parcourir environ 5 km pour venir au centre.

Fatoumata Niaré, maraîchère innovante, village de Seguetambougou, commune de Diago, cercle de Kati

« J'ai 27 ans, je suis mariée et j'ai un niveau scolaire primaire. Je fais du maraîchage sur une parcelle de 0,5 ha qui m'a été allouée par ma belle-famille.

J'ai connu le centre de ressources de Kati à travers mon mari qui le fréquentait ; c'est lui qui m'a expliqué les activités du centre et ce qu'on pouvait y apprendre. Un jour il m'a proposé de faire rapidement mes travaux ménagers pour que nous puissions y aller ensemble.

Et depuis lors, nous y allons toujours ensemble, même s'il doit parfois attendre que je finisse mes travaux.

Au centre, avec l'aide des médiateurs, j'ai appris à rechercher des vidéos sur des sites professionnels et sur YouTube. C'est ainsi que j'ai découvert les techniques culturales du céleri expliquées dans une vidéo. Le céleri est très apprécié par les gens de la ville et se vend très bien, mais je ne maîtrisais pas du tout sa culture.

Grâce à mes nouvelles connaissances, j'ai amélioré ma production de choux et d'échalotes et surtout, j'ai ajouté la production de céleri sur 0,25 ha. J'ai récolté 5 tonnes et j'ai augmenté mon revenu. »

Fah Coulibaly, jeune maraîcher à Sèguètambougou, commune de Diago, cercle de Kati

« Je cultive principalement la pomme de terre, sur une superficie de 0,60 ha. Je récolte aujourd'hui [18/02/2021], et j'ai appelé les médiateurs à venir voir, car le résultat est très bon.

Depuis la campagne précédente, je participe aux activités du projet Jinov. La campagne actuelle a été très facile grâce aux techniques que j'ai acquises. J'ai appris à faire des recherches sur des sites qui traitent de l'agriculture, comme www.accessagriculture.com, sur l'application Agribox, et j'ai appris à utiliser l'application FAM (Fields Area Measure), guide pour mesurer la superficie de ma parcelle.

Comme je lis et j'écris le français, j'ai comparé les différentes fiches techniques et j'ai visionné les expériences des paysans. Quand on est instruit, on peut comprendre comment faire et l'intégrer dans sa pratique ; J'ai appliqué certaines de ces techniques et ça a donné de bons résultats.

Particulièrement, j'ai amélioré le travail du sol, la longueur des planches et j'ai respecté les écartements entre lignes et entre poquets. Mais surtout, j'ai presque complètement remplacé les engrais par de la fumure organique. Il est difficile de perdre quand on utilise de la fumure organique : en période de production, le sol reste plus humide, la pomme de terre récoltée se conserve plus longtemps et les consommateurs l'apprécient plus.

En matière de résultats, j'ai une bonne récolte, encore meilleure que celle de la campagne précédente. L'an dernier, j'avais récolté 58 paniers d'environ 100 kg, donné 2 paniers pour la main d'œuvre et vendu 56 paniers.

En parallèle, je suis animateur relais de la CNOP pour Jinov et j'anime des sessions auprès de groupements et coopératives dans le cercle de Kati sur les applications utiles à l'agriculture et disponibles sur téléphone. Pendant l'hivernage, ces connaissances m'ont beaucoup aidé dans la production du mil et du maïs, surtout le suivi de la pluviométrie et des prix sur le marché.

Je n'ai pas rencontré de difficultés mais jusqu'à présent, je me suis surtout concentré sur l'amélioration de la production. Je dois maintenant essayer de maîtriser la commercialisation de mes produits. »

L'utilisation des plateformes de e-commerce

La volonté d'entreprendre de Hawa Diakité, étudiante à Ségou

Hawa Diakité a été encouragée par son père qui avait été informé de l'existence du centre de ressources et de l'accompagnement des médiateurs. Il a aidé sa fille à fréquenter le centre en assurant les frais de carburant. Hawa, étudiante en Comptabilité Finance et Audit à Ségou, a fait son stage de fin de cycle dans une unité de transformation de produits agricoles.

Dans le centre de ressources, elle a été accompagnée dans ses premières recherches d'informations sur internet. Passionnée par tout ce qui touche la valorisation et la vente des produits agricoles, elle a regardé de très nombreuses vidéos sur la transformation des produits agricoles, ce qui a renforcé son désir de s'engager dans l'entreprenariat. Dans le cadre du projet Jinov, elle a pu participer à la foire numérique de Koulikoro, et cette expérience a été le déclic : elle a pris la décision de créer sa petite unité de transformation de produits agricoles, principalement le beurre de karité et l'huile de sésame.

Hawa a découvert, au cours de la foire, une plateforme dénommée BI MUSSO, qui vend des produits agricoles transformés. Elle a longuement échangé avec ses promoteurs, négocié des possibilités de partenariats pour la fourniture de certains produits et obtenu de tester la vente de ses produits via les réseaux sociaux.

Depuis 2021, elle possède sa propre petite unité de transformation où elle transforme le karité en beurre comestible et cosmétique, le sésame en huile comestible et le gingembre en huile pour le massage des personnes atteintes d'hypertension.

L'aide à la décision

Salia Traoré, agriculteur membre de la coopérative agricole Benkadi de Wakoro, producteur de céréales (maïs, sorgho et petit mil).

« Ma coopérative est agricole, elle a bénéficié des actions d'information et de formation aux services numériques réalisées par le projet Jinov. La sensibilisation aux outils numériques, faite par l'animateur relais, nous a permis de connaitre les applications SMS pour l'agriculture et leur utilité.

Pendant la campagne agricole passée, j'ai utilisé l'application Sandji pendant 3 mois. Je recevais chaque jour des informations sur les prévisions météorologiques de ma localité. Ces informations m'ont beaucoup aidé dans mes prises de décision pour la conduite de mon exploitation.

L'hivernage passé n'a pas été bon, il a été marqué par un démarrage tardif, l'irrégularité, la mauvaise répartition des pluies et leur arrêt précoce. Avec l'application Sandji, j'ai réussi à faire un bon semis et à bien utiliser les engrais sans subir trop de pertes.

Les services numériques ont modifié ma manière de travailler, nous ne prenons plus de décisions au hasard par rapport aux actions à entreprendre.

Bien que l'hivernage de cette année ait été moins bon que celui de l'année passée, ma récolte avoisine celle de l'année précédente avec une production de 5 tonnes de maïs sur une superficie de 2 ha, 1,2 tonne de sorgho sur une surface d'1 ha et 300 kg de petit mil sur une superficie de 0,5 ha. Toutes mes productions sont stockées dans mes greniers, j'attends le bon moment pour vendre le surplus sur les marchés. »

« Un plan d'affaires pour mes décisions d'investissement »

Moussa Coulibaly, jeune maraîcher
de Sogolombougou, cercle de Kati

« Je m'appelle Moussa Coulibaly, je suis habitant du village de Sogolombougou. Je fréquente le Centre de Ressources de Kati depuis 3 ans, ce qui m'a permis d'avoir accès à de nombreuses informations à travers les ordinateurs ou les téléphones. Les médiateurs viennent aussi dans mon village, avec une connexion, afin que ceux qui ne peuvent pas se déplacer puissent aussi en bénéficier.

Nous avons toujours exprimé nos besoins et les médiateurs nous ont aidé à trouver les réponses à nos multiples questions. J'ai appris à mieux utiliser le numérique et à travers lui, j'ai appris de nouvelles techniques de production en maraîchage comme la production de compost, et de gestion comme l'utilisation d'un compte d'exploitation.

À un moment, les médiateurs nous ont informés de la possibilité d'élaborer un plan d'affaires, outil qui peut nous aider à développer notre activité agricole. Nous étions 20 jeunes à bénéficier de cette activité. Une personne ressource nous a accompagnés dans notre réflexion, jusqu'à l'écriture du document de plan d'affaires.

Personnellement, le plan d'affaires m'a apporté beaucoup de bénéfices.

Sur base du plan d'affaires, je peux désormais prendre des décisions d'investissement utiles pour mon exploitation agricole. J'ai déjà diminué les charges de production et j'ai entrepris des démarches pour obtenir des soutiens financiers. Ce document me rend plus crédible auprès des partenaires financiers.

J'ai approché le projet INCLUSIF, qui a apprécié mon plan d'affaires mais qui m'a indiqué qu'il ne soutenait pas les projets individuels. J'ai alors présenté mon groupement– association Sabali de Sokolombougou – au projet INCLUSIF. Nous avons pu bénéficier d'une dotation de 30 tonnes d'un engrais organique utilisable dans l'agriculture biologique. »

Vivre dignement au village du métier d'agriculteur

Pour Seyba Diarra, jeune maraîcher à Diago, commune de Diago, cercle de Kati, l'avenir se construit au village

« Après des études, je me suis installé dans l'exploitation familiale et j'ai développé, en marge des champs de la famille, ma propre culture sur une superficie de 0,70 ha. Mes résultats étaient mauvais. Pendant 6 ans, j'ai tenté de cultiver des produits maraîchers comme les concombres et les choux et j'avoue que je ne m'en sortais pas. J'ai accumulé des dettes d'intrants et j'ai eu des envies d'aller à l'aventure, mais faute d'argent, mes tentatives ont échoué.

Un jour, notre coopérative a reçu la visite des médiateurs du projet Jinov, qui nous ont donné des informations sur la façon d'améliorer nos pratiques agricoles grâce à internet avec nos smartphones ou en allant au centre de ressource, à 6 km de mon village. J'ai saisi cette opportunité et je suis devenu le meilleur dans le nombre d'heures passées au centre ! Presque chaque jour, j'étais présent au moins une ou deux heures.

Les vidéos montrant des jeunes qui réussissent dans l'agriculture m'ont redonné espoir. S'ils le font, je peux le faire, j'ai décidé de continuer dans l'agriculture et d'y gagner ma vie.

J'ai notamment découvert une fiche sur l'itinéraire technique de la production de concombre sur www.agrimaroc.ma

J'ai respecté les consignes : au moment de la confection des trous, j'ai apporté de la fumure de fond et moment de la récolte, j'ai utilisé des sécateurs pour ne pas endommager la qualité des concombres.

Je maîtrise mieux les pratiques agricoles, je continue à les améliorer.

Cela m'a donné l'espoir que je peux rester et faire mieux ici dans mon village. »

Des modes collaboratifs d'apprentissage appréciés

La mobilisation des ressources humaines de l'OP et l'accent porté sur l'animation de groupe, basée sur un apprentissage progressif, sont un gage de durabilité. En effet, la formation est conçue comme un processus continu, alimenté par un réseau de personnes ressources et par des échanges d'expériences. Ainsi, les sessions collaboratives et l'animation collective contribuent à l'émergence de groupes de jeunes soudés qui poursuivront la dynamique d'échanges après le projet, avec l'appui de l'organisation paysanne locale.

A Kati, les jeunes qui fréquentent le centre de ressources ont créé un groupe d'échanges sur WhatsApp, sous l'impulsion de la médiatrice et dont elle est modératrice. Chacun peut expliquer ce qu'il fait, poser des questions, demander ou donner des conseils, par écrit ou vocalement.

La maitrise des dispositifs par les OP

La CNOP, partenaire du projet, communique sur les activités et résultats et peut favoriser sa démultiplication dans d'autres cercles et régions. Sa responsabilisation a été effective dès le début du projet et vise à développer des compétences spécifiques en son sein afin d'être en mesure de développer une approche d'accompagnement à l'insertion des jeunes ruraux.

Les centres de ressources, installés à Kati et Ségou, sont hébergés et promus par deux organisations paysannes membres de la CNOP et représentant des coordinations de jeunes ruraux. Leurs élus sont impliqués dans l'accueil des jeunes.

Sadio Fofana, chargé de mission « jeunes » au Sexagon

Ma participation aux différentes activités initiées par Jinov - formations, visites d'échanges, sessions collaboratives, intervention d'une personne ressource – m'a permis de connaitre des solutions numériques en agriculture et leurs modes d'utilisation. Avec les connaissances apprises, je suis capable d'expliquer à d'autres producteurs les types de solutions numériques utilisables pour l'agriculture et comment s'en servir.

Les responsables d'OP voient l'intérêt de s'impliquer fortement dans la diffusion des services numériques, car ces derniers peuvent engendrer une motivation d'adhésion des jeunes ruraux.

Seydou Coulibaly, coordonnateur de la coordination des jeunes ruraux de Ségou, CROJRS

Le centre de ressources est un nouveau service apporté par la coordination aux jeunes de la région. En quelques mois, on a vu qu'il a aidé plusieurs jeunes à améliorer leur activité et leurs revenus ; ils se sont aussi rapprochés de notre organisation. Moi personnellement, je me suis engagé dans l'élevage de chèvres, avec l'aide d'informations mobilisées au centre de ressources ; je vends des animaux sur pied, également de la viande et du lait.

La CROJRS va tout faire pour continuer à faire vivre le centre de ressources. Pour le faire connaitre et mobiliser des soutiens, nous avons participé à la foire de Ségou du 1er au 6 février 2022, nous avons imprimé et diffusé des dépliants sur le centre, avec l'adresse de la coordination et nous avons contacté plusieurs radios pour diffuser des messages de sensibilisation et communiquer sur les actions de la coordination et du centre de ressources.

Le centre de ressources est considéré comme un espoir pour les jeunes agriculteurs et futurs agriculteurs et comme une opportunité d'améliorer la visibilité de notre organisation paysanne dans la région de Ségou.

CHAPITRE 4

CONSTRUIRE L'AVENIR DES CENTRES DE RESSOURCES

- Principaux enseignements du projet
- Des partenariats de long terme
- La visibilité des centres de ressources dans l'environnement

L'inclusion numérique des jeunes ruraux ne se limite pas à lever les contraintes d'accès à l'équipement (smartphone, couverture réseau, coût internet, etc.) ou aux informations (liste de sites et d'applications). Elle nécessite de concevoir les approches avec les utilisateurs, de choisir avec eux les méthodes, de créer le dispositif de mise en œuvre et de suivi, de s'assurer que les solutions développées sont adaptées aux personnes les plus marginalisées.

Les jeunes femmes et jeunes hommes ayant participé aux actions proposées ont répondu très favorablement : 100% des jeunes qui ont fréquenté le centre de ressources ont déclaré avoir su exploiter des informations accessibles sur Internet pour enrichir leurs connaissances techniques et les mettre en pratique afin d'améliorer la conduite de leur exploitation agricole. La découverte d'autres réalités par les jeunes ruraux, à travers le visionnage de vidéos ou les réseaux sociaux peut être une véritable source de motivation.

Principaux enseignements du projet

Facteurs à prendre en compte pour la réussite de la démarche

- Un dispositif ancré dans les organisations paysannes, sensibles à l'intégration des jeunes dans leur gouvernance et à la réussite de leurs projets agricoles ;
- Un lieu où les jeunes se sentent accueillis, sans jugement, pour la mobilisation des approches d'inclusion numérique ;
- Un parcours d'inclusion numérique des jeunes réfléchi avec eux et mis en œuvre par les médiateurs en mobilisant des personnes ressources de l'environnement proche des jeunes ;
- Une approche genre qui permet de lever une partie des freins identifiés pour les jeunes femmes ;
- La création de groupes WhatsApp, modérés par les médiateurs, dans lesquels les jeunes échangent des nouvelles, posent des questions techniques ;
- Un lien entretenu avec l'écosystème numérique malien, pour apporter régulièrement des nouveautés.

Défis à relever

- Les contraintes sociales des jeunes femmes (interdiction de voyager seules, manque d'équipement ou de ressources financières), limitent leur accès au centre de ressources ;
- L'analphabétisme de certains jeunes ralentit l'apprentissage. Ils ont accès aux vidéos, mais la plupart de celles dont le contenu est validé par un comité scientifique sont en français. Ainsi, les jeunes qui ne maitrisent pas suffisamment cette langue dépendent de la disponibilité des médiateurs ;
- La diversité /multiplicité des contenus en ligne nécessite un travail de veille et une animation permanente pour orienter et accompagner les jeunes dans leurs recherches ;

- Le faible accès au réseau dans les villages et le coût de la connexion pour certains jeunes entravent l'achat de smartphone. La CNOP et ses alliés, organisations de la société civile, ont la légitimité et le pouvoir de rappeler à l'Etat malien ses engagements au niveau des politiques numériques (voir notamment Mali numérique 2020).

Des partenariats de long terme

La mobilisation par Afdi du Syndicat français « Jeunes agriculteurs - JA »

L'expérience des jeunes agriculteurs français a aidé les organisations paysannes dans leur réflexion sur deux points :

- L'évolution des services rendus par le centre de ressources

Le débat a été engagé sur base de la présentation, par les jeunes agriculteurs français, de leur expérience des points accueil installation (PAI). Dans chaque département, c'est la "porte d'entrée" pour tous les porteurs de projet souhaitant s'installer en agriculture. Un chargé de mission PAI accueille et coordonne l'ensemble des accompagnements de toutes celles et tous ceux qui souhaitent s'installer en agriculture. Les missions du PAI : (i) accueillir tous les candidats à l'installation et les informer sur les démarches à entreprendre pour s'installer, les dispositifs d'aides et d'accompagnement, l'emploi, les formations..., (ii) les orienter vers les personnes ressources et les structures appropriées en fonction de leurs besoins, (iii) les guider dans la définition du projet d'installation si celui-ci est à consolider, puis dans l'élaboration du document d'autodiagnostic si nécessaire.

Cette démarche est inspirante pour les organisations paysannes maliennes de jeunes ruraux : Elles réfléchissent à un lieu unique, où le jeune pourrait non seulement être accueilli par une personne ressource, continuer à effectuer des recherches internet mais aussi recevoir une information sur l'ensemble des organismes de formation et d'appui, sur la législation foncière, sur l'accès aux financements, etc.

- La responsabilité des organisations paysannes dans l'animation d'une réflexion sur l'insertion des jeunes dans l'agriculture

Un responsable jeune agriculteur du Finistère a témoigné de l'engagement des JA de son département pour réunir l'ensemble des réseaux chargés de l'accompagnement à la création et la reprise d'entreprise en agriculture, développer des synergies et mettre en place un nouveau dispositif d'accompagnement commun. Un seul PAI, animé par les jeunes agriculteurs, rassemble ainsi tous les acteurs agricoles, quelles que soient leurs orientations.
Au Mali, alors que l'intérêt porté au numérique tend à multiplier la création d'espaces d'accueil proposés par différents projets / programmes d'appui, les organisations paysannes organisent un plaidoyer pour légitimer leur responsabilité dans l'accompagnement des jeunes agriculteurs et agricultrices.

Ce lien entre jeunes agriculteurs maliens et français est entretenu au travers de groupes WhatsApp. Les sujets dépassent souvent le cadre des centres de ressources ; ils échangent sur leurs pratiques, parlent des évolutions dans leur exploitation, ou des initiatives lancées par leurs OP, etc.

→ L'ancrage des centres de ressources dans leur environnement local est un élément important de leur pérennité.

La participation des jeunes et des élus des CROJR à des foires et journées « portes ouvertes », auxquelles étaient présents les élus locaux, les services publics, les organisations de la société civile et les partenaires au développement, a permis de faire découvrir à un large public le potentiel qu'offre le numérique en termes d'appui-conseil et de formations en lien avec l'agriculture. Le Conseil Régional, acteur clé du développement local au Mali, est un interlocuteur particulièrement important des coordinations régionales de jeunes ruraux ; il peut créer, au niveau régional, des conditions cadres favorables à la formation professionnelle et à la création d'emplois.

La visibilité des centres de ressources dans l'environnement

La communication à travers les radios reste un des canaux les plus accessibles aux communautés en milieu urbain et rural. Elle a été utilisée pour une large diffusion des actions du projet et de ses résultats.

Des vidéos ont été réalisées et sont partagées dans le réseau CNOP et le réseau Afdi :

- Vidéo de présentation des résultats du projet Jinov (11 mn) : **https://youtu.be/W7LP1zArc4o**
- Capsule vidéo – Awa, jeune transformatrice (2 mn) : **https://youtu.be/b0YYNZaYW4E**
- Capsule vidéo – Seyba, jeune agriculteur (2 mn) : **https://youtu.be/m9l3GBZl-Qc**

RÉFÉRENCES

[1] 2020 Human Development Report **http://hdr.undp.org/**

[2] Les chiffres cités dans ce paragraphe sont issus d'une étude réalisée en 2015 par l'institut Friedrich-Ebert-Stiftung et Media in Transition and Cooperation (MiCT) « De l'utilisation des médias au Mali »

AUTEURS ET CONTRIBUTEURS

Afdi
11, Rue de la Baume
75008 Paris - France
www.afdi-opa.org
afdi@afdi-opa.org
Tel. +33 (0)1 45 62 25 54

Coordination Nationale des Organisations Paysannes (CNOP)
BP E-2169 Bamako,
République du Mali
www.cnop-mali.org
cnopmali@yahoo.fr
Tel. +223 20 28 68 00

Akvo Foundation
Bamako, République du Mali
www.akvo.org

Février 2022

Document réalisé avec le soutien financier de l'Agence Française de Développement et de la Fondation Avril.

Design graphique : Céline Berthaut

Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité d'Afdi et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position des institutions citées.